

ment, le Plan Brady obligeait aussi les autres créanciers, soit surtout le FMI et la Banque mondiale, à produire pour les soldes impayés une garantie que pourraient invoquer les banques commerciales si les débiteurs ne respectaient pas leurs obligations.

Depuis l'introduction du Plan Brady, près de 50 p. 100 de la dette contractée par les pays en développement auprès de banques commerciales ont ainsi été rééchelonnés. Sept de ces pays ont totalement réaménagé leur endettement, dont la valeur nominale est passée de 111 à 94 milliards de dollars américains; ils ont par la même occasion épargné près de 39 milliards en frais de remboursement et de service. Les pays qui ont le plus bénéficié du Plan sont le Mexique, l'Argentine et le Venezuela, qui ont respectivement renégozié un endettement commercial de 47,2, 29,3 et 19 milliards de dollars américains. Plus tôt cette année, le Brésil a également, en vertu du Plan, mis la dernière main à un concordat avec ses créanciers commerciaux touchant le rééchelonnement d'emprunts de 49 milliards de dollars<sup>7</sup>.

Le Plan Brady a notamment eu pour effet de convertir les dettes commerciales en emprunts garantis à l'échelle multilatérale et assortis de nouveaux apports de fonds provenant des organismes internationaux de financement. De plus, les banques commerciales ont poursuivi leur désengagement dans les pays en développement en utilisant d'autres moyens comme la vente de prêts escomptés dans le marché secondaire et les conversions de dettes en participations; ces opérations se sont toutefois raréfiées depuis deux ans, car le prix d'une bonne partie de l'endettement en souffrance n'est plus aussi intéressant<sup>8</sup>. Pour les pays en développement, le Plan Brady, pas plus que ses prédécesseurs, n'a pu entraîner de hausse à court terme des liquidités; par contre, il a permis de stabiliser et de prolonger les échéanciers de remboursement<sup>9</sup>.

Par le biais de l'Association internationale de développement, son organe de financement préférentiel, la Banque mondiale a créé en 1989 la Facilité de réduction de l'endettement. Celle-ci, qui disposait de 100 millions de dollars américains provenant des recettes nettes de l'organisme, avait pour vocation d'aider les pays à faible revenu à racheter leur dette commerciale à rabais, en joignant les ressources de l'AID aux subventions offertes par d'autres gouvernements. Cinq pays ont jusqu'ici eu recours à ses services; ils ont racheté des effets de créance valant au total 623 millions de dollars

---

<sup>7</sup> Voir à ce sujet Gilpin (1994). Les Philippines, le Costa Rica, l'Uruguay, le Nigéria et la Jordanie ont également tiré avantage du Plan Brady. Pour leur part, la République dominicaine et la Bulgarie en sont arrivées à un accord de principe avec leur comité bancaire et l'on s'attend à ce qu'elles concluent une entente plus tard dans l'année. La Pologne, le Pérou, l'Équateur et le Panama ont entamé des pourparlers avec leurs créanciers commerciaux. Voir à ce sujet Clark (1994), p. 44.

<sup>8</sup> Voir à ce sujet Banque mondiale (1993c), vol. 1, pp. 40-42; on y donne un bref aperçu de ces mécanismes.

<sup>9</sup> Voir à ce sujet Clark (1994), p. 62.